



ENEDIS

Ce ne sera pas 300 millions gaspillés mais beaucoup plus !

ENEDIS, un nouveau nom qui n'évoque ni le Service Public, ni le caractère national du Distributeur... Ni même l'électricité. Un nom qui met nos valeurs à la poubelle et auquel les salariés vont avoir du mal à adhérer.

Et pour cause ! Après avoir fait travailler des communicants durant des mois, **nos dirigeants nous ressortent le nom déjà déposé en 2008 sous l'ère FRANCONY**, celle de la casse de l'entreprise !

Alors, pour éviter d'avoir à aborder ce genre de questions, essentielles quand on parle d'identité d'une entreprise, notre Direction préfère polémiquer sur le coût de l'opération : 300 millions abordés par la CGT, c'est n'importe quoi ! Cela ne sera que 25 millions.

Eh bien soit parlons-en...

D'abord pour **rappeler que la CGT a avancé cette somme depuis plus de 6 mois** dans des tracts en interne, dans un communiqué de presse, dans un courrier au Ministère de Ségolène ROYAL (d'ailleurs resté sans réponse) et lors d'un rendez-vous avec le Président de la CRE.

Nos chiffres n'ont jamais été contestés... Et pour cause puisque ce chiffre nous a été fourni par la Direction elle-même !

Alors 300 millions ? Plus ou moins ? Quand est-ce que l'Entreprise a menti et pourquoi ? C'est à elle de s'expliquer !

Quelques éléments de réflexion quand même :

⇒ L'installation d'un nouveau nom avec tout ce que cela implique (éléments contractuels, image de marque, publicité, etc.) coûterait sur plusieurs années le même montant dépensé pour un simple changement de logo qui aura coûté, d'après les chiffres officiels de la Direction, 25 millions (même si ce chiffre est lui aussi maintenant contesté)... Sans rire...

⇒ ERDF/ENEDIS a provisionné cette année dans ses comptes 42 millions pour ce changement de nom, tout en expliquant que cela ne prend pas en compte toutes les dépenses dont certaines seront imputées sur d'autres budgets au national ou dans les unités. **Entre le coût du logo pour rien, ces 42 millions et ces "autres dépenses", on peut donc déjà affirmer que cela représente plus de 100 millions sur 2015/2017.**

Mais n'ergotons pas, ne soyons pas plus royalistes que le Roi : nous avons une Direction qui comme chacun le sait a toujours raison ! Donc écoutons là et lisons ses propres arguments dans le document joint :

On nous explique que l'installation d'ERDF comme marque a bien coûté 300 millions.



► <http://www.fnme-cgt.fr>

f www.facebook.com/pages/FNME-CGT/255273287505

yt www.youtube.com/user/FNMECGTVIDE00FFICIEL

tw #FNMECGT





Mais là, génie incommensurable de nos dirigeants, le nouveau nom ne coûtera presque rien car on va "capitaliser" sur un nom qui n'existe plus pour faire des économies sur un nouveau nom qui n'existait pas (Sic !)

Cela pourrait faire sourire si on ne parlait pas de centaines de millions d'euros jetés en l'air. Parce que c'est bien de cela dont il s'agit !

Notre Direction se couvre de ridicule en tentant de masquer ce qui ressemble de plus en plus à un énorme scandale financier, un gaspillage sur le dos des usagers et des salariés.

Une fois de plus les responsables de cette gabegie passeront-ils au travers des mailles du filet ? Jamais responsables et jamais coupables ?

300 millions dépensés pour installer ERDF, qui n'auront servi à rien, jetés à la poubelle, + le coût du nouveau logo, + le coût de la nouvelle marque qui va s'étaler sur plusieurs années... La Direction a raison, cela ne sera pas 300 millions...Ce sera beaucoup plus au final !

Une Direction qui ferait mieux de dénoncer avec la CGT les deux principaux responsables de ce scandale financier :

⇒ **Le Gouvernement qui a été alerté par la CGT mais n'a rien fait.**

⇒ **La CRE qui demande sans cesse des gains de productivité, des baisses d'emplois et la modération salariale, tout en organisant le gaspillage de l'argent des usagers.**

Une CRE qui n'est pas à une contradiction près, qui n'est contrôlée par personne et n'a comme objectif que la libéralisation du marché de l'énergie contre l'intérêt général, et se révèle un parasite du système.

Aujourd'hui, il est urgent de mettre un terme à cette "organisation" du marché qui chaque jour fait preuve son incapacité et nuit aux usagers et aux salariés pour garantir les intérêts de quelques uns.

Il faut effacer la CRE !